

Les bailleurs de fonds veulent privatiser l'eau

Forum L'UE lance un fonds pour aider ses multinationales à s'installer en Afrique

Ram Etwareea

L'Union européenne (UE) et la Banque européenne d'investissement (BEI) viennent de créer un fonds destiné à financer les infrastructures en Afrique. Celui-ci démarre avec une subvention de 60 millions d'euros et un prêt de 260 millions.

Ce n'est pas un hasard si l'annonce de la création de ce fonds a été faite à la veille du 4e Forum mondial de l'eau (FME 2006) qui réunit, du 16 au 22 mars, quelque

Les multinationales des eaux veulent sortir des marchés saturés en Europe et aux Etats-Unis

6000 délégués (gouvernements, entreprises, bailleurs de fonds, ONU et ONG) dans la capitale mexicaine. Le financement des infrastructures pour le traitement, la distribution et l'assainissement de l'eau est l'un des sujets prioritaires.

D'une part, il y a 1,4 milliard de personnes, surtout dans le tiers-monde, qui n'ont pas encore accès à de l'eau potable. La croissance démographique ces prochaines décennies nécessitera des nourritures supplémentaires. Il faudra donc davantage d'eau pour l'irrigation, pour l'industrie et pour les besoins domestiques. Mais la plupart des Etats sont pauvres et ne disposent ni les milliards, ni l'expertise

nécessaires pour aménager les infrastructures. D'autre part, les multinationales des eaux veulent sortir des marchés saturés en Europe et aux Etats-Unis et étendre leurs activités dans d'autres régions du monde.

Voilà des intérêts convergents. Et c'est là où les bailleurs de fonds internationaux (Banque mondiale, banques régionales de développement, aide bilatérale et ONU) entrent en jeu. En 1993, la BM a donné le ton avec la publication de «L'ajustement intégré des ressources hydrauliques» selon lequel l'eau ne peut plus être considérée comme un bien commun. Elle est un bien économique qui est donc soumis aux règles de marché. Le consommateur doit le payer.

Dès lors, la voie a été tracée. Ainsi l'argent de la coopération internationale a participé à la privatisation du service d'eau dans de nombreux pays. Le fonds que vient de lancer l'UE avec la BEI va dans le même sens. Il facilitera l'implantation des entreprises européennes en Afrique.

Cette initiative a immédiatement suscité des critiques de la part de certaines ONG. Elles font d'embellie remarquer que le fonds sera subventionné par un prélèvement de 60 millions d'euros du Fonds européen de développement. Pour Les Amis de la Terre, l'argent destiné au développement sera finalement mis à disposition des entreprises européennes. Le coup de pouce de Bruxelles leur permettra de conquérir de nouveaux marchés. Il faut dire que dans ce domaine, la concurrence entre multinationa-



Eau potable. Près de 1,4 milliard de personnes, surtout dans le tiers-monde, n'y ont pas accès. ARCHIVES

les américaines et européennes est vraiment rude.

Au FME 2006 à Mexico, les ONG questionnent la stratégie des bailleurs de fonds et autres organisations internationales d'insister sur la privatisation alors que de nombreuses expé-

riences faites ces dernières années ont été peu concluantes. La Banque mondiale est revenue à la charge avec un nouveau rapport publié vendredi. Elle affirme que les pays en développement n'ont pas la capacité d'investir des sommes colossales nécessaires dans

les infrastructures d'eau. «Les besoins sont tellement énormes que le secteur privé doit intervenir et compléter les efforts du service public, écrivent les auteurs. Financer de nouveaux investissements n'est possible que si leur remboursement est assuré.»

La Suisse dans le pétrin en Bolivie

Berne a participé à un projet de privatisation qui a capoté

Les habitants du district 7 de la ville d'El Alto, près de la capitale bolivienne, s'approvisionnent en eau potable tant bien que mal auprès d'un certain nombre de bornes publiques. Il s'agit d'une solution provisoire. Au départ, un projet suisse géré par le Secrétariat d'Etat à l'économie (Seco), au coût de près de 10 millions de francs, avait prévu d'installer un réseau de distribution et de connecter les quelque 12 000 ménages. Il est en veilleuse depuis une année.

Le gouvernement bolivien a effectivement dénoncé le contrat avec Aguas del Illimani (AdI), la filiale locale de la multinationale française Suez qui était chargée de privatiser

la gestion d'eau potable à l'ensemble d'El Alto. Ce projet bénéficiait d'un prêt de la Banque mondiale. La manne suisse devait servir à payer le raccordement et aussi à prépayer les factures d'eau dans le district 7. En janvier 2005, les habitants d'El Alto n'ont pas supporté une nouvelle augmentation de prix et sont descendus dans la rue.

Révolte populaire

Il ne s'agit pas du seul projet de privatisation qui a capoté. A Cochabamba, autre ville en Bolivie, l'entreprise américaine International Water Limited et son partenaire espagnol Abengoa Servicios Urbanos ont fait face à une révolte populaire suite à l'augmentation du prix de l'eau de 400%. La population a refusé de payer et après moult négociations, les autorités ont dénoncé le contrat. L'an der-

nier, le consortium a déposé une plainte auprès du Centre international pour le règlement de différends relatifs aux investissements l'instance d'arbitrage de la Banque mondiale, et réclame des dédommagements de 25 millions de dollars à l'Etat bolivien.

Bien d'autres litiges sont en cours: Bouygues (France) au Mali l'entreprise britannique BiWater et l'allemande Gauff Ingenieur en Tanzanie et Suez en Argentine.

Par ailleurs, le groupe RWE Thames a dû se retirer de Shanghai en 2004. Les autorités chinoises lui ont reproché des marges anormalement élevées. En 1997 Thames, avant sa fusion avec l'allemande RWE, avait abandonné ses activités à Djakarta suite aux manifestations incessantes liées à l'augmentation des prix et aux mauvais services. **R. E.**